

Plus de 6000 postes ont disparu dans l'industrie des machines

BILAN Alors que les exportations vers les Etats-Unis et la Chine ont chuté en 2025, l'industrie helvétique des machines a généré des ventes stables grâce à l'UE. Les entreprises continuent par ailleurs à investir en Suisse

LASSILA KARUTA, ZÜRICH

La nouvelle guerre au Moyen-Orient vient renforcer les incertitudes alors que l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (Swissmem) commençait à percevoir quelques lueurs d'espoirs.

Après deux années marquées par un repli, les entrées de commandes du secteur ont connu une hausse de 1,4% en 2025, grâce à un deuxième semestre plus solide. De plus, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises a progressé au quatrième trimestre, après dix partiels d'affilée en baisse. Le chiffre d'affaires total des firmes a quant à lui quasiment stagné (-0,3%).

«L'exercice 2025 fut une nouvelle année difficile, marquée par les droits de douane américains, la faiblesse des marchés et un franc fort. Mais à long terme, je reste optimiste pour la place industrielle suisse», a fait remarquer hier le président de Swissmem, Martin Hirzel, lors d'une conférence de presse tenue à Zurich.

Si les exportations de marchandises de cette industrie sont restées plus ou moins stables (+0,7%, la faitière ne publie pas les chiffres absolus du secteur), les envois envers les Etats-Unis (-7,6%) et la Chine (-11,2%), respectivement troisième et deuxième marchés les plus impor-

tants pour les sociétés membres de Swissmem, ont en revanche fortement reculé. Plus dynamique, l'Union européenne (+ 3,5%) a progressé, notamment grâce à une base de comparaison faible.

«Grâce à l'Europe, nous avons pu légèrement augmenter nos volumes de 0,7%. Cette évolution montre que cette région est et restera notre pilier central, même si nos entreprises doivent conquérir de nouveaux marchés. Il est donc dans l'intérêt de la Suisse de rechercher les meilleures relations possibles avec l'Union européenne», a ajouté celui qui préside Swissmem depuis 2021.

«A long terme, je reste optimiste pour la place industrielle suisse»

MARTIN HIRZEL, PRÉSIDENT DE SWISSMEM

La faiblesse des commandes depuis 2023 a cependant conduit à des coupes d'effectifs plus marquées l'année dernière. «Malheureusement, notre branche a perdu environ 6600 emplois amenant le nombre de postes à 322 900», a chiffré le responsable, ce qui représente une perte d'environ 2%. «Dans l'ensemble, notre branche s'est montrée résiliente car nous nous attendions à une baisse d'environ 10 000 emplois», a soutenu le président, tout en ajoutant qu'en moyenne, la branche comptait environ 330 000 postes.

Nonobstant les nombreuses incertitudes géopolitiques et l'appréciation du franc, la direction de Swissmem s'est montrée confiante pour l'industrie suisse à moyen terme, en raison notamment des résultats d'une enquête menée en janvier 2026. «Environ 88% des entreprises interrogées ont investi en Suisse entre 2023 et 2025. Nous ne nous attendions pas à ce résultat exceptionnel compte tenu de la situation économique difficile des dernières années», a fait remarquer le directeur Stefan Brupbacher. Le juriste de formation a aussi souligné que ces montants étaient plutôt injectés dans la modernisation des sites helvétiques afin de les rendre plus efficaces et non pas dans l'augmentation des capacités. «Les conditions-cadres restent relativement meilleures en Suisse», que dans le reste de l'Europe, a-t-il aussi précisé.

Pas de présence en Iran

Il est encore difficile de prédire si les signes positifs observés en fin d'année dernière se traduiront en une reprise des affaires et d'évaluer l'impact de la guerre au Moyen-Orient sur l'industrie des machines. Pour le moment, le président s'attend à une hausse des prix énergétiques en Europe, une perturbation des chaînes d'approvisionnement mais également à une appréciation du franc, qui est une valeur refuge. Les entreprises suisses ne sont pas présentes en Iran mais actives en Arabie saoudite, aux Emirats arabes unis et à Oman, des pays aussi affectés par le conflit en cours au Moyen-Orient. ■

Les scénarios possibles pour les marchés

GUERRE AU MOYEN-ORIENT Le conflit risque de ralentir la croissance mondiale et d'accélérer l'inflation, selon l'évolution de la crise. Qui pourrait se diriger vers un chaos à la libyenne, une guerre d'usure ou la destruction des installations pétrolières des pays voisins

SÉBASTIEN RUCHE

Après avoir ouvert en baisse, la bourse américaine était stable hier vers 18h00, heure suisse, à mi-chemin de sa première séance depuis le début de l'affrontement militaire entre l'Iran et les Etats-Unis et Israël. Les marchés européens ont clôturé sur des baisses de 1,2 à 2,6%, avec un repli de 1,29% pour l'indice SMI suisse.

Tandis que l'or a brièvement dépassé 5400 dollars l'once, le pétrole, au centre de toutes les réflexions, a connu sa plus forte progression en quatre ans. Le Brent valait 77,35 dollars vers 18h00 (+7,31%) et le WTI 70,82 dollars (+5,67%). Les contrats à terme sur le gaz ont bondi de près de 50% en Europe. Le dollar était orienté à la hausse, face à l'euro, au yen et au franc suisse (+1,44% vers 18h00).

Si les investisseurs ont réagi de manière relativement modérée hier, c'est que l'ampleur et la durée du choc sur les prix pétroliers ne sont pas claires à ce stade. Plusieurs scénarios se dessinent, sur le conflit comme pour les marchés financiers.

Le premier est celui d'une escalade limitée, entraînant une hausse modeste du prix du baril. Privilégié par Samy Chaar, de Lombard Odier, ce développement lui paraît plus probable que celui d'une fermeture prolongée du détroit d'Ormuz et d'une confrontation armée intense, qui augmenterait le prix de l'or noir de 50 dollars, pénaliserait la croissance et attiserait l'inflation dans les pays émergents. Dans les deux cas, l'économiste s'attend à un retour à la normale du cours du pétrole après six mois.

Le scénario à craindre est celui du chaos, analogue à ce qui a suivi la chute de Kadhafi en Libye, avec

une possible guerre civile et une instabilité de plusieurs années. Cette voie, à qui Michaël Nizard et Nabil Milali, d'Edmond de Rothschild AM, attribuent une probabilité de 20%, engendrerait un pétrole durablement plus cher, «avec un risque non négligeable de nouvelle spirale inflationniste».

La hausse des taux d'intérêt qui s'en suivrait probablement pourrait même compliquer les émissions de dette par les acteurs de l'IA, appelées à fortement progresser ces deux prochaines années pour financer leurs investissements.

Le prix de l'essence américain

Jugée plus plausible (50% de probabilité), une guerre d'usure pourrait durer quelques mois avec un régime iranien se montrant plus résilient que prévu. Donald Trump y mettrait fin pour éviter une hausse du prix de l'essence juste avant les élections de mi-mandat, en novembre. Les cours du brut baisseraient sans pour autant revenir à leur niveau d'avant la crise, ce qui soutien-

DES CRISES QUI ONT ÉBRANLÉ LES PRIX DU PÉTROLE

Prix de clôture mensuel du baril de brut (WTI) en dollars



Graphique: E. M.-V. | Source: www.macrotrends.net

draient les marchés financiers, anticipent les deux spécialistes.

Leur troisième scénario (30% de chances) est celui d'un changement de régime à Téhéran, vers une transition démocratique ou un modèle autoritaire mais plus conciliant envers Washington. Non seulement le pétrole chuterait massivement et les investisseurs

reprendraient le goût du risque, mais le Moyen-Orient deviendrait beaucoup plus attractif pour les investissements étrangers.

En attendant qu'une de ces pistes se matérialise, l'histoire montre que les marchés financiers «ignorent généralement les événements géopolitiques, à moins qu'ils ne modifient considérablement les

fondamentaux économiques», en particulier l'offre et la demande de pétrole, ainsi que les dynamiques inflationnistes, analyse Paul Jackson, d'Invesco.

Le précédent de la guerre du Kippour

Ce fut le cas en 1973 lors de la guerre du Kippour et en 2022 à la suite du conflit entre la Russie et l'Ukraine. L'offre de brut fut restreinte au niveau mondial, créant un pic inflationniste et une baisse des actifs financiers risqués (qui, en 2022, se sont redressés rapidement). A l'inverse, l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1990 et l'invasion américaine en Irak de 2003 n'ont pas affecté l'offre de brut.

Paul Jackson voit lui aussi quatre scénarios. Le plus probable, selon l'économiste anglais: une perturbation des capacités militaires iraniennes (40% de chances), mais pas des installations pétrolières du pays, ouvrirait la porte à un reflux du prix du brut à court terme. D'autant plus que les pays du groupe OPEP+ ont annoncé

dimanche une hausse plus forte que prévu de leur production.

Si le complexe pétrolier iranien est affecté par le conflit (10% de probabilité), le baril augmenterait de manière contenue, l'Iran ne fournissant que 3% de la production mondiale et en grande partie en direction de la Chine. Les Etats-Unis et Israël ont peu d'intérêt à provoquer une hausse massive du brut à la suite d'un bombardement des pipelines ou des terminaux iraniens.

Blocage à cause du prix de l'assurance

Troisième développement possible, des frappes iraniennes sur les installations pétrolières des pays voisins, en particulier en Arabie saoudite (20% de chances), rappelleraient les attaques par drones sur le gisement d'Abqaiq de 2019. Quelque 7% de la production mondiale avaient momentanément été retirés du marché, provoquant un pic de 15% du prix du Brent, mais les Saoudiens avaient rapidement réparé les dégâts. Leur capacité à en faire de même aujourd'hui, selon l'ampleur d'éventuelles attaques, constitue leur point d'interrogation dans ce scénario.

La variante la plus inquiétante implique une restriction marquée du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz (30% de probabilité), pas forcément à cause d'un blocage physique, mais peut-être seulement via une explosion des primes d'assurance pour les navires (une hausse de 50% est envisagée dans les prochains jours). L'offre d'hydrocarbures pénaliserait le plus les pays asiatiques. Faute d'alternative au détroit d'Ormuz, observer le nombre de cargos dans la zone sera crucial pour les marchés pétroliers dans les prochains jours. ■

INDICE

Le S&P 500, relativement insensible aux chocs géopolitiques

Les épisodes de conflit au Moyen-Orient ont historiquement peu pesé sur les bourses américaines, à moins qu'ils aient été associés à des chocs pétroliers durables. Depuis le milieu du XXe siècle, l'indice S&P 500 a baissé en moyenne d'un maximum d'environ 10% pendant trente-sept jours, relève Arthur Jurus, d'Oddo BHF. L'impact de ces événements géopolitiques s'est révélé transitoire dans 80% des cas, l'indice progressant en moyenne de 14% dans les douze mois suivant ce genre de choc (avec un record à

+35% un an après les attaques du 7 octobre 2023 en Israël). L'élément déterminant reste l'effet de ces conflits sur le pétrole et l'inflation, résume l'économiste.

Si l'impact de la guerre des Six-Jours de 1967 a été limité et transitoire, la guerre du Kippour de 1973 a été suivie par une phase de stagflation et une chute durable des marchés, à cause de l'embargo pétrolier et du premier choc énergétique. Le S&P 500 avait alors mis plusieurs années à retrouver ses niveaux antérieurs.

La guerre Iran-Irak de 1980 et le second choc pétrolier ont pesé sur les actions dans un premier temps, avant que la désinflation et le passage à une politique restrictive pour lutter contre l'inflation aux Etats-Unis ne soutiennent un «puissant» cycle boursier haussier. L'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 a provoqué une brève baisse initiale, suivie d'un rebond rapide, tandis que la guerre d'Irak de 2003 s'est accompagnée d'une reprise boursière, rappelle encore Arthur Jurus. ■ S. RU.

La BNS durcit le ton, alors que le conflit iranien secoue les places financières

POLITIQUE MONÉTAIRE Portée par l'escalade au Moyen-Orient, la devise helvétique a atteint son niveau le plus élevé face à l'euro depuis plus d'une décennie. Pour freiner la flambée du franc, la BNS affirme être disposée à intervenir sur le marché des changes

ALEXANDRE BEUCHAT

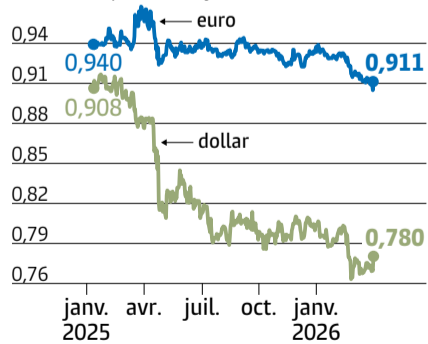
La brusque montée des tensions au Moyen-Orient a ravivé les réflexes de prudence sur les marchés. Après les frappes conjointes menées par les Etats-Unis et Israël en Iran, les investisseurs se sont tournés vers les valeurs refuges, dont le franc suisse. Face à l'euro, la devise helvétique a atteint un niveau inédit depuis l'abandon du taux plancher en janvier 2015. Le franc s'est également apprécié face au dollar ces derniers jours.

La situation géopolitique a incité la Banque nationale suisse (BNS) à intervenir verbalement pour signaler son intention de freiner le renforcement du franc. Hier matin, la paire euro-franc se négociait légèrement au-dessus de 90 centimes, avant que le franc ne se déprécie nettement, atteignant plus de 91,14 centimes pour un euro vers 18h00.

«Les derniers développements de l'actualité internationale renforcent notre disposition à intervenir», a souligné la

LE FRANC SE RENFORCE

Taux de change du dollar et de l'euro face au franc depuis le 1er janvier 2025



Graphique: E. M.-V. | Source: GoogleFinance

banque centrale helvétique dans une prise de position transmise hier aux médias. «Nous sommes disposés à intervenir sur le marché des changes pour freiner une appréciation rapide et excessive du franc, qui menacerait la stabilité des prix en Suisse.» La BNS a refusé cependant de commenter si elle était déjà intervenue sur les marchés des devises.

Changement de ton

Cette annonce marque un changement de tactique de la part de la Banque natio-

nale. Bien que la BNS rappelle régulièrement sa disposition à intervenir sur les marchés des changes dans ses communiqués de politique monétaire et ses discours, elle n'avait pas procédé à une intervention verbale spontanée de ce type depuis plusieurs années. Son président, Martin Schlegel, a déclaré à plusieurs reprises qu'une appréciation excessive du franc, alimentée par les flux mondiaux vers les valeurs refuges, pourrait menacer la stabilité des prix.

«Nous soupçonnons fortement que la Banque nationale est intervenue dimanche soir, affirme Santosh Brivio, économiste à la Banque Migros. Cette intervention ponctuelle correspond à notre estimation selon laquelle la BNS ne tente pas systématiquement et à tout prix de s'opposer à l'appréciation du franc, mais intervient de manière ciblée contre les fluctuations trop importantes.»

Dans une analyse publiée hier, les experts d'UBS estiment qu'il est peu probable que la BNS tente de défendre un niveau précis de taux de change, même si le seuil de 0,90 franc pour un euro revêt une dimension psychologique. «Une baisse du taux directeur serait surprenante compte tenu de la cause de l'appréciation», avancent les économistes d'UBS. Selon eux, les risques géopolitiques sont généralement de courte durée, ce qui

plaide en faveur d'interventions sur le marché des changes comme instrument privilégié.

A moyen terme, la grande banque anticipe ainsi un reflux progressif de la demande de valeurs refuges. L'euro pourrait remonter vers 0,93 franc au cours de l'année, soutenu par une accélération attendue de la croissance européenne. Côté dollar, la solidité de l'économie américaine plaide pour une évolution stable du billet vert autour de 0,78 franc.

Pas de retour aux taux négatifs

Santosh Brivio partage la même analyse. «Il est peu probable que la BNS tente de freiner l'appréciation du franc en abaissant son taux directeur, car les facteurs influençant le marché des devises échappent largement à son contrôle, rendant tout effet escompté difficile à atteindre.» Le taux directeur de la BNS se situe à zéro depuis juin dernier. L'institution rappelle cependant depuis plusieurs mois que le seuil pour un retour aux taux négatifs est désormais élevé.

«Si l'inflation en Suisse se maintient dans la partie inférieure de la fourchette cible [comprise entre 0% et 2%, ndlr], elle ne l'a pas encore franchie. Tant que ce ne sera pas le cas, la BNS devrait continuer à intervenir ponctuellement sur le marché des devises afin d'atténuer les fluctuations

excessives du franc», estime l'expert de la Banque Migros. Martin Schlegel a clairement indiqué que la BNS est prête à tolérer des taux d'inflation légèrement négatifs pour autant que la stabilité des prix à moyen terme ne soit pas compromise.

L'industrie d'exportation fragilisée

Economiste chez UBS, Maxime Botteron souligne que «chaque mouvement d'appréciation du franc pèse sur l'industrie exportatrice», alors que le secteur évolue actuellement dans un environnement difficile, marqué par les droits de douane américains et une économie européenne sans grande dynamique. «La reprise de l'euro dépendra surtout des mesures d'assouplissement budgétaire en Allemagne, notamment dans la défense et les infrastructures», fait-il remarquer.

«Notre scénario de base reste celui d'une interruption brève de l'approvisionnement énergétique mondial, qui ne conduirait pas à une récession économique mondiale durable», poursuit Maxime Botteron. Reste l'hypothèse d'un choc pétrolier qui s'inscrit dans la durée. Une flambée prolongée des prix de l'énergie pèserait sur la conjoncture mondiale. Si l'économie devait se rapprocher d'une récession, un assouplissement monétaire plus marqué pourrait s'imposer, y compris en Suisse. ■

Der Bund legt seine neue Gefährdungsanalyse vor

Eine Pandemie und Strommangel sind die grössten Risiken für die Schweiz

SELINA BERNER, BERN

Alle fünf Jahre publiziert das Bundesamt für Bevölkerungsschutz (Babs) eine nationale Analyse der grössten Risiken für die Schweiz. Wie schon in der letzten Ausgabe führen eine Pandemie und eine Strommangellage die Rangliste an. Gemäss dem neuesten Bericht, der am Montag erschienen ist, haben sie eine «hohe Eintrittswahrscheinlichkeit» und könnten der Gesellschaft und der Wirtschaft massiv schaden. Am schwersten wöge allerdings ein bewaffneter Konflikt: Würde die Schweiz hineingezogen, hätte dies laut dem Babs «mit Abstand das grösste Schadensausmass» zur Folge.

An der Risikoanalyse beteiligen sich jeweils Fachleute des Bundes, der Kantone und der Gemeinden, dazu Vertreter kritischer Infrastrukturen und der Wissenschaft. Die insgesamt 265 Expertinnen und Experten identifizierten 44 Gefahren.

Bewertet wurden diese nach ihrem möglichen Schadensausmass – etwa gemessen an der Zahl der Toten oder Verletzten – sowie nach ihrer durchschnittlichen Eintretenswahrscheinlichkeit. Aus der Auswertung ergeben sich die «Top-10-Risiken»: Pandemie, Strommangellage, Grossandrang Schutzsuchender, Stromausfall, Trockenheit, Sturm, Hitzewelle, Erdbeben, Hochwasser und Bergsturz.

Grundlage für Massnahmen

Vor fünf Jahren sah die Rangliste noch anders aus. Damals stand der Ausfall des Mobilfunks an dritter Stelle, ein Grossandrang von Schutzsuchenden innerhalb weniger Monate belegte Platz neun. Ein Bergsturz wurde seinerzeit gar nicht als eigenständiges Risiko ausgewiesen.

Spätestens seit das Walliser Dorf Blatten im Mai 2025 unter Millionen Kubikmetern Gestein begraben wurde, ist die Gefahr allerdings greifbar. Für

Alpenforscher steht fest: Mit dem Klimawandel ist die Wahrscheinlichkeit von Bergstürzen deutlich gestiegen. Doch die Schweiz habe beim Schutz vor Naturgefahren lange Zeit geschlumpft, sagte etwa Boris Previsic, Direktor des Instituts für Kulturen der Alpen, nach der Katastrophe in Blatten.

Die nationale Risikoanalyse des Babs soll als Grundlage dienen für die systematische Planung von Massnahmen zur Vorbereitung auf Katastrophen und Notlagen. Dabei hat auch ein Abgleich mit der sicherheitspolitischen Strategie des Bundesrates stattgefunden, wie das Babs in einer Mitteilung schreibt.

Gemäss der Strategie soll sich der Bevölkerungsschutz – also Zivilschutz, Polizei, Feuerwehr, Gesundheitswesen und technische Betriebe – stärker auf hybride Bedrohungen ausrichten, also beispielsweise auf Cyberangriffe oder Angriffe gegen Energieanlagen und Verkehrsknotenpunkte. Zugleich sol-

len sich die verschiedenen Organisationen verstärkt auf einen bewaffneten Konflikt vorbereiten.

Das Amt steht in der Kritik

In der neusten Risikoanalyse des Babs wurden die meisten hybriden Bedrohungen seit 2020 allerdings nicht hochgestuft. Anschläge mit konventionellen Mitteln, etwa auf einen Bahnhof, oder Unruhen gelten nach wie vor als «ziemlich plausibel». Einzelne Cyberangriffe wiederum seien längst ein «Alltagsrisiko». Dass die Schweiz in einen konventionellen bewaffneten Konflikt hineingezogen wird, stufen die Fachleute als wenig plausibel ein – auch wenn das Risiko gemäss Bericht gestiegen ist. In diesem Szenario wäre das Schadensausmass jedoch mit Abstand am grössten: zahlreiche Tote und Verletzte, massive wirtschaftliche Einbussen.

Dass ausgerechnet das Babs selbst auf eine Katastrophe oder kriegs-

ähnliche Lage nur ungenügend vorbereitet ist, zeigte sich im vergangenen November bei einer zweitägigen Grossübung. Mehr als tausend Personen standen im Einsatz, doch das zentrale IT-System zur Erstellung eines schweizweiten Lagebilds fiel aus – und das nicht zum ersten Mal.

In der «NZZ am Sonntag» kritisierte die Regierungskonferenz Militär, Zivilschutz und Feuerwehr, das Babs sei auf moderne Kriegsszenarien unzureichend vorbereitet und technisch zu wenig fit für die heutigen Herausforderungen.

Der Druck auf die Direktorin Michaela Schärer wuchs nach den Pannen. Schliesslich gab Verteidigungsminister Martin Pfister im Dezember bekannt, das VBS trenne sich von der Babs-Direktorin. Bis im April bleibt sie im Amt. Wer ihr nachfolgt, und damit künftig auch für die Gefahrenanalysen des Bundesamts verantwortlich ist, ist noch offen.

Wie viel produktiver werden wir dank der künstlichen Intelligenz wirklich?

Quantensprung KI werde unglaubliche Probleme in der Wirtschaft verursachen, behaupten Exponenten aus der Branche. Wieso Ökonomen dagegenhalten.

Simon Schmid

«Das hier ist anders als jede frühere Automatisierungswelle», schreibt der Techunternehmer Matt Shumer. «Und ich will, dass ihr versteht, warum.»

Der Essay, in dem dieser Satz steht, ging vor einigen Tagen viral. Nicht weil Shumer eine wichtige Person wäre – sondern weil er darin in dramatischen Worten darlegt, warum KI jeden Job revolutionieren werde, bei dem Leute am Schreibtisch sitzen. «Nichts, was am Computer gemacht wird, ist über kurz oder lang sicher.»

Meinungen wie diese sind zuhauf vorgebracht worden, seit im November 2022 Chat-GPT online ging. Wie berechtigt sind sie? Ist künstliche Intelligenz wirklich ein Quantensprung, der alles Bisherige in den Schatten stellt?

Exponenten aus der KI-Welt beantworten diese Fragen gern in Superlativen. Mal schreiben sie der KI das Potenzial zu, das Paradies auf Erden zu schaffen – mal stilisieren sie diese zum existenziellen Risiko.

Ein Produktivitätsschub

Unter Wirtschaftswissenschaftlern tönt es meist nüchterner. Um nicht zu sagen: langweiliger. Das liegt nicht daran, dass Ökonomen langweilige Leute wären. Sondern daran, dass sie ihre Aussagen mit empirischen Daten und Rechenmodellen plausibilisieren müssen. Und dabei relativiert sich vieles.

Historische Daten zeigen, dass Produktivitätsfortschritte oft in Wellen erfolgen. Die Erfindung von Dampfmaschinen, die Elektrifizierung, der Einzug von Automobilen: Alles löste einen Produktivitätsschub aus, der mehrere Jahrzehnte anhielt – und danach wieder abfiel, bis der nächste Technologiezyklus anbrach.

Auch die IT wird oft als eine dieser Basistechnologien verstanden. Mit gutem Grund: Die Daten zeigen, dass die gesamtwirtschaftliche Produktivität etwa in den USA seit der Einführung von PC ab Mitte der 1980er-Jahre und der Popularisierung des Internets ab Mitte der 1990er-Jahre zugenommen hat.

Nach einer Verlangsamung während der 2010er-Jahre scheint jetzt eine neue Welle anzurollen. Zumindest in den USA dürfte künstliche Intelligenz bereits im vergangenen Jahr zum Produktivitätswachstum beigetragen haben. Treibende Kraft dabei ist der IT-Sektor: Softwareanbieter, Datenverarbeiter und Internetdienstleister setzen KI bereits intensiv ein.

Dass Spitzenfirmen wie Google oder Amazon diese Technologie nutzen, ist kaum überraschend. Entscheidend aus gesamtwirtschaftlicher Sicht ist aber etwas anderes: ob KI auch in der Breite zu Produktivitätsgewinnen führt.

Forscher haben in den letzten Jahren versucht, dies abzuschätzen. Ihre Mutmassungen gehen auseinander. Der Nobelpreisträger Daron Acemoglu kam vor zwei Jahren bloss auf einen Wert von 0,2 Prozentpunkten: Um nur



Werden Mitarbeiter durch KI-Anwendungen bald hyperproduktiv – oder gleich ganz ersetzt? Foto: Getty Images

so wenig könnte das Produktivitätswachstum dank KI zunehmen. Andere Studien beziffern die möglichen Gewinne höher. Autoren von McKinsey rechnen im Schnitt über mehrere Szenarien etwa mit 2 Prozentpunkten.

Was diese Zahlen bedeuten, lässt sich erahnen, wenn man sie in die Zukunft extrapoliert. Wächst die Wirtschaft um einen Prozentpunkt pro Jahr schneller, dann kumuliert sich dies über 20 Jahre auf einen Wohlstandsgewinn von über einem Fünftel. In der Schweiz entspricht das einem höheren Bruttoinlandsprodukt pro Kopf von fast 20'000 Franken.

Vier Schlüsselfragen

Wie kommen solche Schätzungen zustande? Das lässt sich anhand einer Studie der OECD aufzeigen, die die Auswirkungen von KI untersucht.

— Zuerst ermitteln die Autoren, um wie viel effizienter einzelne Arbeitsschritte dank KI werden – ein Mail beantworten, einen Bericht schreiben, einen Datensatz analysieren und so weiter. Im Schnitt kommen sie dabei auf Verbesserungen von 30 Prozent.

— Als Nächstes beziffern sie, welchen Anteil diese Arbeitsschritte in einer bestimmten Branche haben. Eine Anwaltskanzlei kann KI etwa für juristische Recherchen nutzen – während Gerichtsverhandlungen oder Kundengesprächen ist hingegen menschliche Präsenz gefordert.

— Der dritte Faktor ist die Adoptionsrate. Wie schnell führen Firmen KI im Alltag ein? Hier gehen die Autoren davon aus, dass Unternehmen innert zehn Jahren bis zu 40 Prozent der Prozesse umgestellt haben könnten.

— Dann geht es von der mikroökonomischen auf die makroökonomische Ebene. Die dazugehörigen Berechnungen berücksichtigen mehrere Effekte – etwa, wie Effizienzgewinne entlang der Wertschöpfungskette von einer Firma zur nächsten weitergegeben werden, wie viele Mehrinvestitionen in der Wirtschaft wegen KI insgesamt erfolgen oder wie sich die Nachfrage nach Produk-

ten und Dienstleistungen verändert.

Solche Studien haben die Stärke, dass man damit die Relationen einordnen kann. KI-Tools mögen zwar gewisse Tätigkeiten revolutionieren – sie sind etwa in der Lage, in wenigen Minuten ein ganzes Computergame zu programmieren. Aber daneben gibt es in der Wirtschaft auch noch viele andere Arbeiten, wo künstliche Intelligenz vorerst kaum grössere Auswirkungen hat. Etwa in der Pflege, in Restaurants oder in der Freizeit- und Unterhaltungsbranche. Erfahrungsgemäss nimmt der Stellenwert solcher Dienstleistungen trotz Technologieschüben nicht ab, sondern zu.

Die Schwäche der Studien ist aber, dass sie mit der rasanten Entwicklung fast nicht mithalten können. Die OECD-Auslegung stammt etwa von 2024. In der KI-Welt ist das «antike Geschichte», wie Matt Shumer in seinem Essay schreibt. Laut dem IT-Unternehmer sind die heute erhältlichen KI-Modelle nur schon mit denen von 2025 nicht mehr vergleichbar. «Ich habe KI-Tools immer früh eingesetzt. Aber die letzten Monate haben mich schockiert.»

Wie umfassend eine Wirtschaft durch die künstliche Intelligenz umgepflügt wird, bleibt für viele Ökonomen vor diesem Hintergrund noch immer ein Rätsel. «Erste Branchen wie die Softwareentwicklung werden jetzt disruptiert», erklärt Claude Maurer von BAK Economics. «Vieles wird aber erst noch kommen.»

Umfragen zufolge nutzen mehr als 50 Prozent der US-Bevölkerung bereits KI. Damit verbreitet sich die Technologie rascher als PC und das Internet, wie die Ökonomen der Bank J. Safra Sarasin herausstreichen. Das allein heisse aber für die Arbeitsproduktivität noch wenig. «Abläufe müssen neu designt, ergänzende Tools gebaut und Kulturen verändert werden», schreiben sie in einem Papier. «Nichts davon passiert einfach und schnell.»

Bis künstliche Intelligenz ihre volle wirtschaftliche Wirkung entfaltet, wird es laut Damian Künzi einige Jahre dauern. «Speziell bei kleinen und mittelgrossen Firmen dauert die Einführung von KI etwas länger», sagen die Ökonomen von Swiss Life. «Firmen müssen Modelle testen, Anwendungen für spezifische Dienste entwickeln, Angestellte schulen und sicherstellen, dass Qualität und Datenschutz eingehalten werden.»

KI löst eine Krise aus

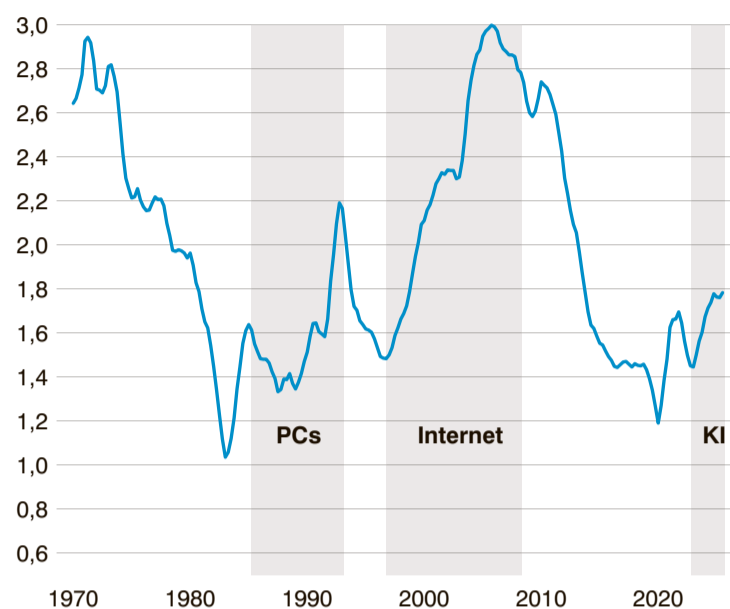
Um zu begreifen, was in dieser Phase passiert, verwendet der Stanford-Wirtschaftswissenschaftler Erik Brynjolfsson auch das Bild einer J-Kurve. Diese Kurve verläuft zunächst flach oder fällt sogar leicht ab, weil Firmen sich umstellen und «immaterielle Investitionen» im Wissensbereich tätigen müssen, deren Nutzen man zunächst gar nicht richtig messen kann. Später zahlen sich diese Investitionen aber aus, und die Produktivität schnell nach oben.

Was an diesem Punkt passieren könnte, hat sich der Finanzanalyst James van Geelen kürzlich in einem Blogpost ausgemalt. Darin versetzt er sich ins Jahr 2028 und beschreibt eine Zukunft, in der die künstliche Intelligenz eine regelrechte Krise ausgelöst hat – mit Massenarbeitslosigkeit, Börsencrashes und Deflationsspiralen als Folgen einer «überbordenden Intelligenz», die aus Sicht der anwendenden Firmen praktisch zum Nulltarif verfügbar ist.

Nachdem das Stück vor gut einer Woche in der Finanzcommunity die Runde gemacht hatte, purzelten am darauffolgenden Tag an der Wallstreet prompt die Kurse. Auch unter Börsenhändlern sind die Fragezeichen gross, was die wirtschaftlichen Folgen der künstlichen Intelligenz anbelangt. Ob am Ende doch das Positive überwiegt – so, wie es in der Geschichte bei jeder neuen Technologie der Fall war –, muss an dieser Stelle offenbleiben. Für weitere Spekulationen wird KI aber auf jeden Fall sorgen.

Bringt KI den nächsten Produktivitätsschub?

Arbeitsproduktivität in den USA



Output pro Stunde, Veränderung zum Vorquartal im gleitenden Mittelwert über zehn Jahre

Grafik: ssc / Quelle: BLS

Studien schätzen das Potenzial durch KI unterschiedlich ein

Geschätzter Produktivitätsgewinn durch KI

McKinsey (2023)	2%
Goldman Sachs (2023)	1,5%
Aghion & Brunel (2024)	1%
OECD (2024)	0,7%
IWF (2025)	0,6%
Acemoglu (2024)	0,2%

Jährliches Mehrwachstum in Prozentpunkten

Tabelle: ssc / Quelle: J. Safra Sarasin

Wie stark Chat-GPT & Co. die Effizienz bereits gesteigert haben

Wöchentliche Zeitersparnis durch KI

Branche	Zeitersparnis
Information	3,2%
Consulting und technische Dienstleistungen	2,7%
Unternehmensführung	2,6%
Finanzdienstleistungen	2,2%
Immobilien	2,1%
Versorgung	2,1%
Verarbeitendes Gewerbe	1,8%
Grosshandel	1,7%
Bau	1,7%
Bildung	1,7%
Unterhaltung und Freizeit	1,5%
Detailhandel	1,4%
Administrative Dienstleistungen	1,2%
Andere Dienstleistungen	1,2%
Transport und Logistik	1,2%
Gesundheit	1,1%
Gastronomie und Hotellerie	0,8%
Verwaltung	0,5%

Erhebung im Februar, Mai und August 2025

Tabelle: ssc / Quelle: St. Louis Fed

Bataille ouverte sur le plan d'économies

FINANCES DE LA CONFÉDÉRATION Le paquet d'allègement budgétaire s'annonce comme un dossier explosif au parlement. Parmi les points sensibles figure la contribution du secteur agricole aux efforts d'assainissement. La gauche agite déjà la menace d'un référendum

FANNY SCUDERI, BERNE

Le parlement affine dès aujourd'hui le paquet d'allègement budgétaire (PAB). Le Conseil fédéral vise 8,5 milliards d'économies entre 2027 et 2029.

Durant la session de décembre, le Conseil des Etats a réduit d'un tiers le volume d'économies, pour les évaluer à 5,5 milliards de francs sur les trois ans. Au grand dam de la conseillère fédérale PLR Karin Keller-Sutter, qui ne cesse d'alerter sur des finances assombries par la hausse du budget militaire – le parlement a décidé d'avancer à 2032 l'objectif d'atteindre des dépenses pour la Défense à hauteur de 1% du PIB, contre 2035 auparavant – et les besoins croissants des assurances sociales.

La gauche rejette en bloc le programme et menace de recourir au peuple. Des comptes 2025 meilleurs qu'attendu confortent ses critiques. La Confédération a bouclé avec un excédent de 259 millions sur un budget de près 90 milliards de francs.

Face à des coupes imminentes, les associations et syndicats des étudiants et du personnel des hautes écoles sont montés au créneau hier. Ils appellent au rejet «des mesures d'austérité». Si ce n'est pas le cas, Sophie Wang, coprésidente de l'Union des étudiant·e·s de Suisse, a annoncé qu'un référendum serait lancé.

La majorité bourgeoise ne craint pas la votation populaire et encore moins un rejet du PAB par le peuple. Un tel scénario réduirait à néant le processus d'assainissement entamé par la grande argentine. «La population veut des finances à l'équilibre. Elle l'a dit en votant le frein à l'endettement», affirme le conseiller national (PLR/TI) Alex Farinelli, se réfé-

«Ce n'est pas parce qu'on a une entrée d'argent surprise qu'il ne faut pas épargner. Ce ne sont pas des recettes structurelles»

ALEX FARINELLI, CONSEILLER NATIONAL (PLR/TI)

rant à la votation de 2001. Le budget de la Confédération continuera de grossir ces prochaines années, malgré les économies. «En trois ans, nous aurons 10% d'augmentation. Selon la gauche, nous détruisons l'Etat et causons une catastrophe sociale? Absurde.»

L'excédent des comptes n'y change rien. «Ce n'est pas parce qu'on a une entrée d'argent surprise qu'il ne faut pas épar-

gner. Ce ne sont pas des recettes structurelles», insiste le conseiller national tessinois. Le groupe libéral-radical veut d'ailleurs faire le ménage dans les subventions fédérales. Il a déposé une motion visant à «supprimer les subventions nuisibles» au terme d'un examen optimisé des dépenses. La Chambre des cantons en débattrait le 18 mars, sauf changement d'agenda. «C'est un doublon inutile du rapport Gaillard», fustige le sénateur Baptiste Hurni (PS/NE). La majorité de la Commission des finances de la Chambre de cantons l'a par ailleurs rejetée.

Des coupes contestées

Le PAB risque de faire des allers-retours entre le Conseil national et celui des Etats afin d'éliminer les quelques divergences. «Aujourd'hui, nous avons des comptes positifs, qui font du bénéfice. La ministre des Finances dit qu'il s'agit d'un événement exceptionnel lié au canton de Genève. Mais ces imprévus, positifs ou négatifs, ont chaque année tendance à s'équilibrer. Il y a une volonté, à droite, de peindre le diable sur la muraille dans le but de couper les prestations de l'Etat», esquisse l'élue neuchâteloise. Lui veut pointer des perspectives positives pour les finances fédérales: les recettes de l'imposition minimale de l'OCDE ou des contributions de la BNS.

Les coupes prévues dans l'agriculture

pourraient devenir un champ de bataille. Le Conseil des Etats les a supprimées lors du premier examen, mais la Commission des finances du National propose de les rétablir, pour environ 50 millions de francs par an d'économie. Une minorité composée de l'UDC et du Centre tentera de renverser cette décision. Ils pourraient être

« Il y a une volonté, à droite, de peindre le diable sur la muraille dans le but de couper les prestations de l'Etat»

BAPTISTE HURNI, CONSEILLER AUX ÉTATS (PS/NE)

rejoints par des élus de gauche, en échange d'une réduction des coupes dans d'autres secteurs, comme la formation ou la santé.

Pour le conseiller national Yvan Pahud (UDC/VD), il est «injuste» de toucher au budget de l'agriculture: «C'est le seul poste de la Confédération qui n'a jamais été augmenté ni indexé. Elle joue un rôle central dans notre autonomie alimen-

taire, on ne peut pas encore l'affaiblir.» Lui non plus, ne craint pas une consultation populaire: «Les charges progressent plus vite que les revenus. Si on n'en prend pas la mesure, il faut le dire clairement, des hausses d'impôt attendent les Suisses. Et ça, personne n'en veut.»

A l'inverse, le conseiller national Gerhard Andrey (Les Vert·e·s/FR) est convaincu de pouvoir remporter un potentiel référendum. «Aujourd'hui, on coupe dans des investissements essentiels pour l'avenir: rénovation des bâtiments, électrification de la mobilité ou protection du climat. Ces coupes affaiblissent la viabilité future du pays.» Des arguments de poids selon lui, d'autant «qu'aucune recette supplémentaire socialement équilibrée n'est réellement prévue. On parle plutôt d'augmenter la TVA, donc de faire payer davantage les ménages.» Ces mesures d'économies, qu'elles soient dans l'agriculture, la protection du climat ou dans la formation et l'innovation «montrent une politique financière obsédée par les chiffres à court terme, plutôt que par l'avenir du pays.»

Cette nouvelle confrontation budgétaire occupera les Chambres pendant trois semaines. L'enjeu est clair: finaliser le projet pour permettre, en cas de référendum, une votation avant l'entrée en vigueur prévue en 2027. ■

Guy Parmelin sans hallebarde à Bruxelles

SUISSE-UE Le président de la Confédération et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont signé hier les «bilatérales III» au Berlaymont. Une cérémonie à laquelle se sont invitées les tensions au Moyen-Orient

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES

Une Ursula von der Leyen tout sourire, détendue, et un Guy Parmelin un peu raide, qui n'avait rien d'un poisson dans l'eau. La présidente de la Commission européenne et le président de la Confédération ont signé hier le paquet d'accords Suisse-UE, ou «bilatérales III», dans le VIP Room du Berlaymont, devant des crépitements de flashes, quelques journalistes et des négociateurs soulagés d'être arrivés au bout de leur chemin de croix. A l'extérieur du bâtiment sis en plein cœur de Bruxelles, le drapeau suisse flottait aux côtés des drapeaux européens.

«Nous voulons désormais regarder en avant et plus en arrière»

URSULA VON DER LEYEN, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Ironie du sort, c'est donc l'UDC Guy Parmelin, dont le parti combat les accords à coups de hallebardes et dénonce un acte de «soumission» à Bruxelles, qui a dû se prêter au jeu. Sa venue dans la capitale européenne lui a inévitablement rappelé son déplacement au printemps 2021, pour une réunion de la «dernière chance» avec la présidente de la Commission, quelques semaines avant le psychodrame du 26 mai et l'abandon unilatéral par le Conseil fédéral de l'accord-cadre institutionnel. C'est lui qui s'était attiré les foudres d'Ursula von der Leyen en rompant les négociations. «Il se trouve en effet que j'étais dans les mêmes habits de président. Mais j'ai quand même changé de costume», a ironisé hier Guy Parmelin, en fin de cérémonie, sans s'épancher davantage sur cette situation cocasse.



Guy Parmelin et Ursula von der Leyen lors de la signature du paquet d'accords Suisse-UE. (BRUXELLES, 2 MARS 2026/NICOLAS TUCAT/AFP)

Depuis, l'orage a passé. Et l'acte officiel d'hier vient s'imposer comme une nouvelle étape d'une très longue et complexe saga en dents de scie, faite de rupture, de difficultés à retrouver une confiance mutuelle et de négociations (relancées en 2024) tendues. La suite est connue: pendant que le processus législatif suit son cours au sein de l'UE, le parlement fédéral se penchera sur les accords et une votation populaire pourrait avoir lieu fin 2027, ou même en 2028.

A Bruxelles, la cérémonie de la signature a donné lieu à une chorégraphie minutieuse. Une poignée

de mains devant les médias, les derniers détails et échanges à régler à huis clos, puis une réapparition devant la presse, pour deux allocutions. Et enfin, la signature du paquet d'accords qui vise à consolider et moderniser les relations entre l'UE et la Suisse, de la libre circulation des personnes à l'énergie, en passant par la santé, les transports ou la recherche. Ursula von der Leyen et Guy Parmelin, côte à côte, ont apposé leur signature sur 18 actes juridiques (17 accords et une déclaration commune). Et à ce jeu-là, le président de la Confédération, dont le stylo

crissait sur les feuilles, était le plus rapide. Mais toujours pas l'ombre d'un sourire. Sauf du côté d'Ursula von der Leyen, qui s'amusait de la rapidité de son «dear Guy». Enfin, une dernière photo, avec les négociateurs en chef, Richard Szostak, du côté de l'UE, et l'ambassadeur Patric Franzen, côté suisse, ainsi que le commissaire européen Maros Sefcovic.

«Un jour important»

En cherchant régulièrement des yeux son interlocuteur qui préférerait avoir les siens rivés sur le discours qu'il allait prononcer, Ursula

von der Leyen louait quelques minutes plus tôt la «très bonne nouvelle». «Aujourd'hui est un jour important pour l'Union européenne et pour la Suisse. Car si l'UE et la Suisse sont voisines sur le plan géographique, elles sont aussi partenaires par choix», a-t-elle lancé, après avoir listé les avantages des accords. Elle avait auparavant tenu à s'exprimer sur la situation au Moyen-Orient, condamnant les nombreuses attaques de représailles «imprudentes et aveugles menées par l'Iran», dont une «attaque de drones visant la base aérienne britannique à Chypre».

Guy Parmelin a lui aussi fait passer l'Iran avant Bruxelles. Puis a parlé des accords passés avec l'UE comme d'un «ensemble équilibré, du point de vue du Conseil fédéral», «pragmatique et mutuellement avantageux, moteur de prospérité, d'emploi et de stabilité». Un premier accord, sur la participation de la Suisse aux programmes de l'UE – dont Erasmus+ et Horizon Europe –, a été signé le 10 novembre, comme partie anticipée des bilatérales III. C'est la seule exception. Guy Parmelin a, comme Ursula von der Leyen, salué le travail des négociateurs présents dans la salle. Sauf que lui n'a pas cité Maros Sefcovic.

Appel à une nouvelle dynamique

A l'heure des questions, les obstacles potentiels à une mise en œuvre des accords ont bien sûr été abordés. Avec plusieurs éléphants dans la pièce. Quid, par exemple, de la votation de juin sur l'initiative «Pas de Suisse à 10 millions!» de l'UDC? Guy Parmelin assure qu'une acceptation du texte n'impliquerait pas de «dénonciation immédiate de l'accord sur la libre circulation des personnes». Ursula von der Leyen a préféré de son côté dire «faire confiance». Et que se passerait-il si le paquet d'accords est présenté scindé en quatre, comme l'a évoqué le Conseil fédéral, et que celui sur l'électricité par exemple ne passe pas mais les autres oui? Là, encore, Ursula von der Leyen, a préféré noyer le poisson et dire croire en des «résultats positifs». «Car nous avons travaillé intensément». «Nous voulons désormais regarder en avant et plus en arrière», a-t-elle conclu. Un appel clair à une nouvelle dynamique dans les relations entre la Suisse et l'UE.

Un peu plus tard, un haut fonctionnaire de l'UE a laissé transparaître une certaine impatience à l'idée qu'une votation suisse, qui scellera définitivement le sort des accords, pourrait n'intervenir qu'en 2028. ■

Le débat sur le fonds climat en trois points

VOTATION Décarbonation de la société, investissements en faveur de l'environnement ou encore facture du réchauffement: à l'approche du scrutin, tour d'horizon des chiffres qui structurent la bataille entre initiants et opposants

FANNY SCUDERI, BERNE

Les Vert·e·s et les socialistes veulent consacrer 0,5 à 1% du PIB à un fonds climat, exempté du frein à l'endettement. Objectif: atteindre les engagements climatiques. Si la Suisse y parvient, ce fonds «peut être réduit de manière appropriée», note l'initiative, soumise au vote le 8 mars.

Combien coûtera le changement climatique? Quels investissements sont nécessaires pour réussir la transition? Et la Suisse atteindra-t-elle ses objectifs? L'initiative sur le fonds climat, que les sondages annoncent perdante, relance le débat sur l'avenir de la politique climatique du pays. *Le Temps* fait le point avec une climatologue, une partisane du texte et une opposante.

■ Les objectifs climatiques 2030 incertains

En 2023, la population a décidé que la Suisse devait devenir climatiquement neutre d'ici à 2050. Mais les objectifs 2030 constituent la première échéance: la Confédération s'est engagée à réduire d'ici là ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 50% par rapport à leur niveau de 1990. A sept ans du terme, les

émissions ont baissé de 19%, selon l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), sans compter les compensations carbone achetées à l'étranger.

Pour la climatologue Martine Rebetez, professeure à l'Université de Neuchâtel et à l'Institut WSL, le constat est clair: «Les chances d'atteindre les objectifs climatiques sont quasi nulles. La Suisse en est incapable sans acheter massivement des compensations carbone à l'étranger.»

Cette observation n'appelle pas aux mêmes mesures selon le bord politique. Pour les partisans de l'initiative, ces chiffres justifient de nouveaux moyens. «On ne peut pas continuer à faire du surplace. Il faut aider la population à s'adapter au changement climatique et à réduire ses émissions», tempête Lisa Mazzone, présidente des Vert·e·s.

A l'inverse, les opposants tempèrent. «Nous contestons le fait de faire peser sur la seule Confédération l'obligation d'allouer des moyens non coordonnés et expansifs, par l'utilisation de la dette», explique la conseillère nationale PLR Simone de Montmollin. L'utilisation d'un fonds public «est par nature rigide et empêche d'orienter politiquement les mesures, souligne l'élue.

Pour une politique climatique efficace, nous devons tenir compte de l'évolution des scénarios et ajuster les mesures là où c'est nécessaire. Cette méthode est plus juste démocratiquement et convient à la rigueur financière.»

■ La juste mesure des investissements publics

Les finances, justement, sont au cœur du débat. Pour mener la transition climatique, les experts du GIEC tablent sur des investissements compris entre 1,5 et 2% du PIB de la part de chaque Etat. Une proportion plus basse que celle proposée par l'initiative. «Plus nous sortirons tard des énergies fossiles, plus cela coûtera cher de le faire, relève la climatologue Martine Rebetez. Car nous devons payer la transition dans tous les cas, et parce qu'en attendant nous achetons entre 8 et 12 milliards de francs par an de pétrole à l'étranger et payons des compensations.»

Pour Lisa Mazzone, l'initiative doit justement tendre vers des investissements supplémentaires, même si l'atmosphère politique n'y est pas propice. «Ces dernières années, la population a voté pour augmenter les budgets en faveur du climat. Mais

aujourd'hui, on revient en arrière: tout est démantelé.» Elle pointe le plan d'allègement budgétaire 2027 (PAB): «La protection de l'environnement et du climat est pris pour cible avec des coupes massives, c'est idéologique. La version actuelle économise 1,5 milliard de francs dans ce domaine.» Pour autant, le Conseil fédéral et les opposants au contre-projet assurent que 2 milliards sont alloués chaque année à la protection de l'environnement, et que ce montant restera intouché par le PAB.

«Plus nous sortirons tard des énergies fossiles, plus cela coûtera cher de le faire»

MARTINE REBETEZ, CLIMATOLOGUE

La droite rappelle que la Confédération fait face à des défis budgétaires importants. «Il s'agit d'éviter l'augmentation exponentielle des charges contraintes, notamment due aux conséquences du vieillissement de la

population», explique Simone de Montmollin. Compléter l'enveloppe pour le climat imposerait des arbitrages, souligne-t-elle: «Or, on sait que les subventions systématiques peuvent conduire à la déresponsabilisation, voire à l'inefficacité. Injecter trois fois plus d'argent ne signifie pas bénéficier d'une réduction proportionnelle des émissions de gaz à effet de serre.»

■ Les coûts du changement climatique

Un autre chiffre revient dans le débat. Le changement climatique pourrait provoquer des coûts totaux pouvant atteindre 34 milliards de francs, alertent les initiants. Ce chiffre est tiré de la «Stratégie climatique à long terme de la Suisse», dans laquelle le Conseil fédéral estime que les coûts annuels liés au climat pourraient atteindre jusqu'à 4% du produit intérieur brut d'ici à 2050.

Dans la famille des coûts liés au changement climatique, Martine Rebetez distingue deux catégories: «D'une part, le prix de la sortie des énergies fossiles et, d'autre part, les coûts directs et indirects induits par ses conséquences, comme une sécheresse ou une inondation.» La vulnérabilité de

la Suisse face au changement climatique joue un rôle: «Les températures augmentent deux fois plus rapidement ici qu'en moyenne mondiale. Nous avons déjà 3 degrés de plus [par rapport à la moyenne préindustrielle 1871-1900 ndlr], et nous atteindrons plus de 6 degrés dans les dix prochaines années.»

Dans un entretien au *Temps*, le conseiller fédéral UDC Albert Rösti a relativisé le chiffre de 4% du PIB, estimant qu'il «n'est plus d'actualité». Réactions de Lisa Mazzone, présidente des Vert·e·s: «Ce scénario vient de l'OFEV. Albert Rösti, en tant que lobbyiste des énergies fossiles n'a pas encore compris l'ampleur du problème.» D'autres études, avec différentes méthodologies, tablent sur des coûts moins élevés, de l'ordre de 1% du PIB.

La PLR Simone de Montmollin se montre nuancée: «Les coûts existeront qu'il y ait ou non un fonds climat. Le changement climatique coûte déjà à la société. Il est de la responsabilité de tous – collectivités, milieux économiques et privés – d'investir et de prendre des mesures efficaces.» Si le sort de l'initiative semble scellé, l'avenir de la politique climatique du pays reste, lui, ouvert. ■



Installation de 7500 mètres carrés de panneaux photovoltaïques sur un toit à Saxon, en Valais. (6 DÉCEMBRE 2011/ JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)

La géothermie, pièce de la transition énergétique menacée de coupes budgétaires

RESSOURCES L'énergie du sous-sol, locale, propre et renouvelable, renforce aussi la sécurité énergétique de la Suisse. Coûteuse à l'investissement, elle dépend de subventions fédérales qui sont aujourd'hui remises en cause

RICHARD ÉTIENNE

A Berne, les mesures d'économies voulues par Karin Keller-Sutter causent des sueurs froides. En particulier cette semaine, car une proposition de la conseillère fédérale chargée des Finances de supprimer 400 millions de francs dévolus au programme Bâtiments doit être votée aujourd'hui au Conseil national.

Lancé en 2010, ce programme stimule, par le biais de subventions, des mesures visant à réduire les émissions de CO₂ du parc immobilier. Il s'adresse aux propriétaires souhaitant assainir leur bâtiment ou remplacer une chaudière fossile par du renouvelable. La géothermie en dépend particulièrement car les investissements de départ dans ce secteur peuvent être importants, même si, à terme, ils doivent engendrer des économies et renforcer la sécurité énergétique.

«Entravée»

La faitière Géothermie-Suisse s'en inquiète depuis des mois. En avril 2025, elle affirmait que «la géothermie est entravée» par ces économies. «Sans le programme Bâtiments et l'approvisionnement en chaleur par la géothermie, la demande en électricité augmentera énormément en hiver», avertissait-elle. La semaine dernière, son directeur, Jérôme Faessler, a contacté *Le Temps* pour répéter son message. Pour cerner les enjeux, il faut se représenter ce secteur méconnu, qui exploite pourtant la plus locale et la moins intermittente des énergies: celle qui se trouve sous nos pieds.

Il y a trois types de géothermie: la faible profondeur, la chaleur directe et celle qui produit de l'électricité. La première, largement déployée, produit déjà 5% de la chaleur en Suisse. L'été, elle rafraîchit les villas ou immeubles



Une campagne de récolte de données de géothermie dans le canton du Jura. (16 AVRIL 2024/VINCENT MULLER POUR LE TEMPS)

grâce à une technique dite de «géocooling». Dans la plupart des cas, la faible profondeur fonctionne avec une sonde et sans eau: seule la chaleur du sous-sol est exploitée.

La chaleur directe porte sur des projets entre 1 et 3 km sous terre. Un demi-millier d'installations sont recensées en Europe. En Suisse, cette solution n'est utilisée que dans deux cas, à Bâle et en Thurgovie, mais une vingtaine de projets sont à l'étude, de Satigny à Inwil (LU) en passant par la Gruyère. Le retard helvétique est dû à une méconnaissance du sous-sol, selon Jérôme Faessler.

Au XXe siècle, des explorations pétrolières ont permis de faire des découvertes en Europe mais, en Suisse, de telles prospections n'ont pas été menées.

La géothermie comme source d'électricité, enfin, n'existe pas encore en Suisse mais elle est déployée ailleurs. Elle est en général profonde (entre 4 et 5 km) car il faut au moins 100 °C pour que cela vaille la peine de produire de l'électricité (plus on creuse, plus il fait chaud). Dans le canton du Jura, un projet en ce sens est en cours de réalisation.

Nombreux atouts

La géothermie produit de la chaleur ou de l'électricité tout au long de l'année, de jour comme de nuit. C'est une ressource locale et propre. Mais elle requiert une bonne connaissance du sous-sol et des techniques de forage. Les pompes à chaleur géothermiques avec sonde sont à l'achat plus chères que leurs cousines à air,

mais, une fois en place, elles consomment un tiers d'électricité en moins.

«Que le programme Bâtiments soit dans le viseur du Conseil fédéral est une grave erreur»

DELPHINE KLOPFENSTEIN BROGGINI,
CONSEILLÈRE NATIONALE
(LES VERT-E-S/GE)

En Suisse, c'est le développement des deux premiers types de géothermie (faible profondeur et chaleur directe) qui est menacé.

Le programme Bâtiments prévoit des subventions jusqu'à 30 millions de francs par an pour les pompes à chaleur géothermiques, octroyées dans le cadre de la loi sur le CO₂.

«Il faut absolument garder ces subventions. Pour la chaleur directe, ce serait d'autant plus dommage de les couper que nous sommes au milieu du gué», affirme Jérôme Faessler. Mise en place en 2018, la loi sur le CO₂ a permis de faire passer de deux à une vingtaine le nombre de projets de chaleur directe. «Plus de la moitié d'entre eux seraient arrêtés si les subventions disparaissaient et des centaines de millions d'investissements n'auraient servi à rien», selon Jérôme Faessler.

Quant à la géothermie électrique, elle n'est pas remise en cause à

Berne. Un maximum de 50 millions de francs peut être octroyé par an dans ce cadre, par le biais de la loi sur l'énergie. Le paquet d'économies suscite toutefois aussi des craintes car des projets, comme à Eclépens, pourraient être amenés à produire de la chaleur plutôt que de l'électricité selon la nature des sous-sols à l'étude. S'ils devaient être plus adaptés pour de la chaleur, alors leurs subventions dépendraient de la loi sur le CO₂ et seraient menacées.

«Que le programme Bâtiments soit dans le viseur du Conseil fédéral est une grave erreur. On est en train de creuser le fossé entre les objectifs de la Confédération en matière de climat et les moyens qu'on se donne pour les atteindre», estime Delphine Klopfenstein Broggin, conseillère nationale (Les Vert-e-s/GE). «C'est d'autant plus dommageable que les subventions sont à voir comme des investissements qui doivent, à long terme, permettre de réduire les coûts», regrette-t-elle.

Inquiétude générale

La conseillère nationale Jacqueline de Quattro (PLR/VD) soutient l'amendement Stadler pour la géothermie. Ce texte, déposé par le conseiller national Simon Stadler (Le Centre/UR) propose de maintenir les subventions octroyées à la géothermie et à la biomasse.

De son côté, Philippe Ranc, le responsable de l'antenne romande du Groupement professionnel suisse pour les pompes à chaleur, voit «d'un mauvais œil» une réduction du financement du programme Bâtiments. Il estime qu'il faut plutôt encourager, avec des subventions, le déploiement d'un chauffage renouvelable tout en interdisant les nouvelles installations de chaudières fossiles, comme cela se fait à Genève.

«Les subventions dans le solaire ne dépendent pas du programme Bâtiments. Nous craignons tout de même un effet négatif pour le photovoltaïque car les rénovations de bâtiments seraient freinées en cas de coupe. Or elles sont souvent l'occasion d'installer des panneaux solaires», affirme pour sa part le directeur de Swissolar, David Stickelberger. ■

Stefan Ehrbar

Die Schweiz wird zur Stadt. Das zeigen neue Daten. Zwar schafft es ihre grösste Gemeinde Zürich mit 450'000 Einwohnerinnen und Einwohnern nicht einmal unter die 100 grössten Europas, von Genf, Basel oder Bern ganz zu schweigen. Doch das ist nur die halbe Wahrheit. Wenn nicht die politischen Grenzen betrachtet werden, sondern die Lebensrealität, sieht die Sache anders aus.

Das zeigt sich beispielsweise an der Einwohnerzahl der Regionen, die mit den Städten eng verflochten sind. Die europäische Statistikbehörde Eurostat hat dafür die Messgrösse «funktionales städtisches Gebiet» («functional urban area») definiert. Sie wird in jedem Land gleich gemessen und ist präziser als Indikatoren wie «Agglomerationen» oder «Metropolitanräume».

Basel und Genf landen in den Top 50

Anfang 2024 lebten laut neuen Daten hierzulande 5,4 Millionen Menschen in solchen städtischen Gebieten, etwa 250'000 mehr als noch 2016. Im städtischen Gebiet Zürich leben über 2 Millionen Menschen. Es gehört zu den 20 grössten Europas. Zudem wachsen die hiesigen Gebiete prozentual überdurchschnittlich stark. Das zeigt eine kürzlich veröffentlichte Auswertung des Bundesamts für Statistik (BFS). Zwischen 2016 und 2020 legten die Gebiete Genf, Lausanne und Bern stärker zu als die meisten untersuchten europäischen Gebiete. Zürich wurde in Sachen Bevölkerungswachstum gar nur von Bratislava und Helsinki geschlagen.

Ein funktionales städtisches Gebiet wird durch enge Verbindungen zwischen den Gemeinden im Umland und der Kernstadt definiert. Zu ihm gehören die Orte, aus denen mindestens 15 Prozent aller Erwerbspersonen in die Kernstadt pendeln. Im Fall von Zürich sind das etwa auch Baden AG, Rapperswil-Jona SG und Zug. Zu Bern werden Thun BE oder Burgdorf BE gezählt, zu Basel auch Muttenz BL oder Frick AG.

Für Basel werden zwei Werte berechnet: Innerhalb des Schweizer Teils leben 585'000 Menschen. Wenn auch die gemäss Definition dazugehörenden Gemeinden in Frankreich



Ein einzig Volk von Städtern

Die Urbanisierung in der Schweiz schreitet schneller voran als fast überall in Europa. Das hat positive und negative Folgen.

und Deutschland mitgezählt werden, steigt diese Zahl auf 850'000. Der Wert für Genf liegt mit den Gemeinden in Frankreich gar bei etwa 900'000 Menschen. Genf und Basel rücken damit in die Top 50 Europas vor.

Auffällig ist im Vergleich mit anderen europäischen Städten, dass die städtischen Gebiete um ein Vielfaches grösser sind als die Städte. Die vergleichsweise kleinen Kernstädte sind historisch begründet. Die Schweiz beherrsche nie ein grosses Reich mit einer starken, repräsentativen Hauptstadt wie Wien oder London.

Mehrheit wohnt in städtischer Gemeinde

Daneben entstanden auch aus geographischen Gründen und wegen des dezentralen Wesens der Schweiz keine Millionenstädte. Eingemeindungen in

grossem Stil, im Ausland oft mit Zwang verbunden, gab es selten. Wenn, dann schlossen sich einzelne Gemeinden aus dem Umland aus finanzieller Not den Städten an – etwa Kleinhün-

gen 1908 Basel, Bümpliz im Jahr 1919 Bern oder mehrere Gemeinden bis 1934 Zürich.

Die Schweiz hat also keine grösseren Städte, wenn nur politische Grenzen betrachtet wer-

den. Im Alltag, wo diese weniger wichtig sind, ist die Situation aber komplexer. Rund um Zürich gibt es beispielsweise einen zusammenhängenden Siedlungsgürtel, in dem mittlerweile fast eine Million Menschen lebt. Gemäss BFS leben drei Viertel der Bevölkerung in einer städtischen Gemeinde. Vor hundert Jahren war es noch ein Drittel. Vereinfacht formuliert hat die Schweiz keine grossen Städte, sie ist zusehends eine.

Schweiz als Teil der «Blauen Banane»

Dieser «Siedlungsbrei» zeigt sich auch in neuen Zahlen des «Copernicus»-Programms der EU. In einem Umkreis von 50 Kilometern ums Zürcher Stadtzentrum leben 3,8 Millionen Menschen – mehr als in München, Wien oder Prag und nur etwa 20 Prozent weniger als in Berlin oder San Francisco.

Auch andere Städte kommen auf beeindruckende Zahlen: Im gleichen Radius rund um Luzern leben 2,9 Millionen Menschen. Basel kommt auf 2,4, St. Gallen auf 2,3, Genf auf 1,9 und Bern auf 1,8 Millionen. Da die Schweizer Städte nahe beieinander liegen, überschneiden sich die Kreise teilweise. Die Zahlen sind tief im Vergleich zu den grössten Weltstädten – London kommt auf 15 Millionen, New York City auf 16,5, Shanghai auf 36,5 Millionen – aber hoch im Vergleich zu vielen europäischen Städten.

Im Vergleich zu diesen ist das Umland zudem überdurchschnittlich gut an die Kernstadt angebunden, S-Bahn und Autobahnen sei Dank. Das führt dazu, dass viele Menschen nicht in der Kernstadt wohnen, aber dort arbeiten und ihre Freizeit verbringen. Die Konsequenzen davon sind positiv und negativ: In den Kernstädten gibt es ein im Vergleich zur Bevölkerungszahl überdurchschnittlich grosses Angebot an Kultur, Gastronomie oder Arbeitsplätzen, während viele Orte im Umland «Schlafgemeinden» sind und die Verkehrsbelastung hoch ist.

Das zeigt sich auch an den Pendlerzahlen. Jeden Tag fahren mehr Menschen aus dem Umland zur Arbeit oder für die Ausbildung in die Stadt Zürich als ins einwohnermässig 4,5-mal so grosse Wien. Die Stadt Dresden hat fast 4-mal so viele Einwohnerinnen und Einwohner wie Bern, zählt aber nur 1,4-mal so viele Arbeitsplätze.

In einem grösseren Kontext wird die Schweiz zur «Blauen Banane» gezählt. Es ist ein dicht bevölkertes, 1300 Kilometer langes Städteband mit etwa 110 Millionen Einwohnerinnen und Einwohnern, das von Norditalien bis zur Irischen See reicht und Metropolen wie Mailand, Brüssel und London umfasst. Die «blaue Banane» ist eine der wirtschaftlich stärksten Regionen der Welt.

Vergleichbar damit ist ein 750 Kilometer langes Band an der US-Ostküste zwischen Boston und Washington D.C. mit etwa 53 Millionen Einwohnern oder das 1200 Kilometer lange Städteband Taiheiyō Belt in Japan, in dem 93 Millionen Menschen leben. Alle diese Regionen haben eines gemeinsam: Wohlstand und Verstädterung gehören zu einem gewissen Grad zusammen.

Die grössten städtischen Räume Europas

Funktionale städtische Gebiete gemäss Eurostat, Einwohnerzahlen im Jahr 2024

Rang:	Stadt/Einwohnerzahl:	
1	Madrid	7,41 Mio.
2	Barcelona	5,65 Mio.
3	Mailand	5,07 Mio.
4	Berlin	5,05 Mio.
5	Rom	4,38 Mio.
16	Zürich	2,00 Mio.
52	Bern	747 870
67	Basel	585 380
121	Luzern	333 610
140	St. Gallen	275 310

Ohne Grossbritannien

Quelle: Eurostat / Grafik: mop

Wie bitte?

Kinder können oft kein Deutsch mehr – aus der Landes- ist eine Problemsprache geworden

SEBASTIAN BRIELLMANN

In der deutschen Schweiz, so unterschiedlich sie sein mag, sollte zumindest die deutsche Sprache als Klammer dienen, die die Region als solche definiert. Doch diesen – eigentlich simplen – Befund kann man heute wohl nur noch in den Geschichtsbüchern nachlesen. Ein bedeutender Teil der Gesellschaft, der die Schweiz (künftig) prägen wird, ist der Landessprache zumindest nicht mehr mächtig: die Kinder.

Dieses Defizit akzentuiert sich seit Jahren und führt zu besorgt klingenden Schlagzeilen: «Wiederhole bitte»: wenn im Kindergarten nur eines von vier Kindern fließend Deutsch spricht» (NZZ). «Niveau im Sinkflug: Schulkinder haben immer mehr Mühe mit Deutsch» («Tages-Anzeiger»). Die Schwierigkeiten mit der Sprache haben gravierende Folgen. 25 Prozent aller 15-Jährigen gelten als leistungsschwach, wie die letzte Pisa-Studie aufgezeigt hat. Diese Jugendlichen sind kaum in der Lage, einfache Alltagstexte einzuordnen.

Selbst an den Universitäten, so klagen manche Professoren, könnten sich die Studenten nicht mehr genügend gut ausdrücken – was in Prüfungen zur Folge habe, dass oftmals gar nicht mehr klarwerde, ob die Antwort nun richtig oder falsch sei. Problemsprache Deutsch.

Inakzeptable Situation

Bereits wenn Kinder in den Kindergarten kommen, sind viele überfordert, weil sie der Sprache gar nicht (oder nicht genügend) mächtig sind. In Basel-Stadt sind es knapp 40 Prozent. Im Baselbiet ein Drittel. In Zürich ein Viertel, im ländlichen Thurgau ebenfalls. Zahlen der Universität Basel zeigen, dass 55 Prozent der Kinder in der Schweiz eine oder mehrere Fremdsprachen sprechen. Jedes fünfte redet daheim sogar nie oder nur selten Deutsch.

Dabei sieht die Schweizerische Eidgenossenschaft bürokratisch-nüchtern vor: «Die Kenntnis einer Landessprache ist eine Grundvoraussetzung für die erfolgreiche berufliche und soziale Integration.» Was selbstverständlich klingt, ist heute oft Wunschdenken. Im «Bildungsbericht Schweiz» steht geschrieben: Kinder, die fremdsprachig in den Kindergarten eintreten, haben im Schnitt tiefere Bildungsabschlüsse als diejenigen, die die Landessprache beherrschen.

Dass das keine akzeptable Situation ist, haben auch die Kantone und Gemeinden erkannt. Als Pionier gilt Basel-Stadt, was nicht verwundern kann. Die Basler Schüler sind zwar die teuersten gemäss Bundesamt für Statistik, aber auch die schlechtesten. Der Ausländeranteil im Stadtkanton ist hoch.

Grosser Förderbedarf

Das bewog den früheren Erziehungsdirektor Christoph Eymann zu einem einschneidenden Schritt: Wer als Kind kein Deutsch spricht, muss in die obligatorische Frühförderung. Der Kanton verschickt seit 2013 jedes Jahr an alle Haushalte mit kleinen Kindern, die eineinhalb Jahre später in den Kindergarten kommen, einen Fragebogen. Anhand der Antworten wird evaluiert, wer einen Förderbedarf hat.

Entwickelt worden ist dieses System vom Team von Alexander Grob, einem Psychologieprofessor an der Universität Basel. In diesem Jahr wird der Fragebogen in 466 von 1391 Gemeinden in der Deutschschweiz genutzt. Das Interesse lässt sich gut begründen. In den Untersuchungen, sperrig «Sprachstand-erhebung» genannt, zeigen sich durchaus ansprechende Verbesserungen. Grob sagt: «Die Frühförderung wirkt.»

Das ist, einerseits, eine richtige Feststellung, es bleiben, andererseits, auch viele Fragen offen. Das zeigt eine umfassende Analyse aus dem vergangenen Jahr, in der die Deutschkompetenz von über 23 000 Kindern untersucht wurde. Die Ergebnisse geben Anlass zur Sorge.



Nur noch vier von zehn Kindern reden daheim ausschliesslich Deutsch.

GAËTAN BALLY / KEYSTONE

Nur 43 Prozent der Kinder sprechen daheim ausschliesslich Deutsch – bei 37,5 Prozent kommt der deutschen Sprache eineinhalb Jahre vor dem Kindergarteneintritt keine «vorrangige Bedeutung» zu. Wer mit einer anderen Sprache oder multilingual aufwächst, hat in 55 Prozent der Fälle einen Förderbedarf.

Insgesamt kann laut der Studie jedes dritte Kind mit zirka drei Jahren nur ungenügend Deutsch. Das bedeutet konkret, dass ein Kind den Schwellenwert eines gewissen Niveaus nicht erreicht. Diese Marke wurde anhand der Sprachfähigkeit von Muttersprachlern ermittelt. Bei diesen gelten 70 Prozent als durchschnittlich, 15 Prozent als besonders und 15 Prozent als unterdurchschnittlich begabt. Letztgenannte gelten als «sprachentwicklungsverzögert» – und bedürfen einer Förderung.

Migranten haben Mühe

Wenn Deutsch jedoch nicht die Muttersprache ist, brauchen 70 Prozent der Kinder eine Sprachförderung. Der allergrösste Teil dieser Kinder hat keine kognitiven Einschränkungen und anderweitigen Entwicklungsauffälligkeiten. Sie verstehen die Landessprache zu wenig – oder gar nicht. Weil sie kaum Berührung mit ihr haben.

Nicht gefördert wird, so sagt es Grob, wer Defizite hat, aber trotzdem dem Unterricht folgen kann – obschon Deutsch nicht die Muttersprache ist. Diese Kinder rutschen gerade noch so durch, sind also keineswegs exzellent. Immerhin: Die obligatorische Frühförderung bringt eine Verbesserung. Das konnte Grob in einer noch nicht veröffentlichten Studie nachweisen.

Untersucht wurde dabei das Deutschniveau, das 315 Kinder im Alter von drei Jahren haben – und welchen Fortschritt sie eineinhalb Jahre später vor dem Start des Kindergartens vorweisen können. Das Resultat ist eindrücklich. Starteten die Dreijährigen mit Förderbedarf im Durchschnitt bei einem Wert von 8,8 Punkten, lag er achtzehn Monate später bei durchschnittlich über 20 Punkten.

Alexander Grob sagt, dass dies ein «gutes Ergebnis» sei. Natürlich liege es immer noch unter dem Schwellenwert, «aber 53 Prozent der Kinder liegen nach einem Jahr darüber». Und gerade die ehemals Schwächsten machten die deutlichsten Fortschritte. Das sei, so vermutet Grob, auch der Grund, warum mittlerweile so viele Gemeinden mitmachen.

Die Frühförderung als Wundermittel hochzujagen, das das Problem aus der

Welt schafft, wäre allerdings übertrieben. Dafür fehlen mehr belastbare Informationen. Zwei Beispiele: Erstens ist das Angebot nur in den Kantonen Basel-Stadt und Thurgau sowie in zwei weiteren Gemeinden (Saanen [BE], Grenchen [SO]) verpflichtend, wie Grobs Team mitteilt. In allen anderen Gemeinden ist die Frühförderung freiwillig. Ebenso unterscheidet sich stark, an wie vielen Halbtagen die Kinder überhaupt in den Deutschunterricht müssen. Grob kann deswegen noch nicht sagen, ob sich der Zwang auszahlt – und ob es sich noch mehr lohnt, wenn man Kinder beispielsweise drei statt nur zwei Halbtage verpflichtet, in die Frühförderung zu gehen.

Zweitens ist auch nicht klar, wie sehr die Fortschritte der für die Studie begleiteten Kinder alleine der Frühförderung zuzuschreiben sind. Grob hat nämlich auch belegen können, dass ein Besuch in einer Betreuungseinrichtung – einer Spielgruppe oder einer Kita – vor der eigentlichen Förderung die «Sprachentwicklung» massiv beschleunigt. Wer schon davor mehr als 16 Stunden in einer solchen Einrichtung war, kann mehr als doppelt so gut Deutsch wie jemand, der nur daheim blieb. 50 Prozent der Kinder, die eine Deutschförderung brauchen würden, waren in keiner Einrichtung.

Millionen für unklare Resultate

Das führt zu der Frage, wie sinnvoll es überhaupt ist, Millionen von Franken in ein System zu pumpen, dessen Erfolg nicht präzise messbar ist. Grob sagt zwar: «Es ist schon ein Erfolg, dass wir sagen können, dass die Frühförderung etwas nützt.» Aber das se-

hen nicht alle so. Bekannte Lehrer wie Alain Pichard zweifeln den Nutzen dieser Frühförderung an.

Auch Grob sagt, dass er gerne mehr Daten zur Verfügung hätte. Das ist jedoch auch eine politische Frage. Denn wenn ein Thema mit Migration zu tun hat, wird es schnell heikel. Grob hat beispielsweise belegt, was zwar logisch klingt, aber nie erwiesen war: Je mehr Eltern pro Quartier oder Bezirk nicht deutschsprachig sind, desto schlechter reden ihre Kinder Deutsch. Deshalb stellt sich die Frage, ob eine bessere Durchmischung hilfreich wäre.

Grob sagt: «Wir wissen es nicht, weil wir es nicht untersuchen können.» Dabei wären das die wichtigen Fragen, wie auch er sagt. Denn die Sprache ist für Grob «mitentscheidend», damit in der Schweiz nicht dasselbe passiert wie in Deutschland: «Wir sehen dort in Brennpunktschulen, etwa in Berlin, dass man mit Deutsch gar nicht erst anfangen muss.»

So weit ist es in der Schweiz noch nicht, aber Grob beobachtet, dass auch hier in Quartieren mit hohem Migrationsanteil oft eine ethnische Gruppe dominiert. «So haben die Kinder keinen Druck, Deutsch zu lernen, sie kommen gut mit ihrer Sprache durch.»

Quoten in den Quartieren?

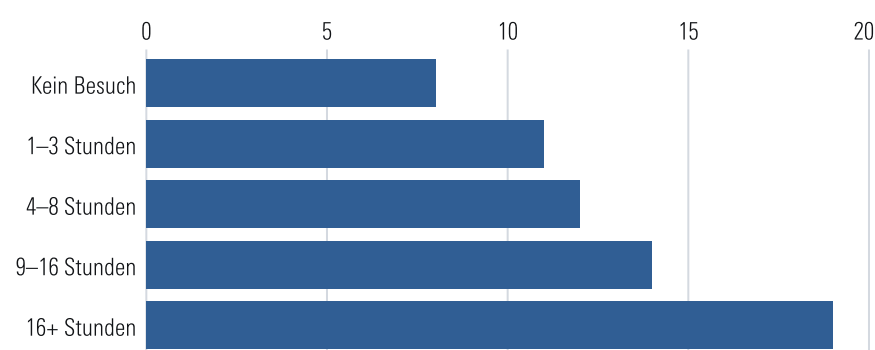
Und da beginnt das Problem. In der Schweiz gilt das frei wählbare Wohnrecht, man könne nicht einfach «umsiedeln», sagt Grob, «wir leben zum Glück nicht in stalinistischen Zeiten». Auf der anderen Seite nennt er Dänemark als Beispiel, das den Anteil an «nichtwestlichen Bewohnern» in Brennpunktquartieren gezielt senkt, also mit Zwang agiert. Er selbst könne sich dies vorstellen, sagt Grob, «mit Blick auf die Chancengerechtigkeit gegenüber Kindern». In der Politik sehe er dafür jedoch keine Mehrheiten. Dabei sei die Schweiz gar nicht so fair, wie viele meinten.

Ein Beispiel: In der Schweiz hat jedes Kind das Recht auf dieselbe Bildung. Gleichzeitig sei es erwiesen, sagt Grob, dass die Leistungen der Kinder in schlecht durchmischten Quartieren mit hohem Ausländeranteil geringer seien. «Eigentlich müsste man mehr in diese Bezirke investieren, dann entstände allerdings eine neue Ungleichheit.» Diese müsse man, um des besten Resultats willen, jedoch in Kauf nehmen. Grob hat auch eine Idee: Er würde gerne für die Deutschschweiz ein System implementieren, das aufzeigt, welche Gemeinden für wie viele Kinder eine Frühförderung benötigen.

In Abhängigkeit vom ausgewiesenen Bedarf sollten Fördergelder auf Gemeindeebene investiert werden – ähnlich dem Modell des Lastenausgleichs, sagt Grob, «so könnten wir evidenzbasiert Ressourcen zielführend einsetzen. Als sinnvolle Präventivmassnahme, bevor soziale Probleme entstehen.» Damit es nicht, wie in anderen Ländern, zu Ghettobildungen kommt. Und die Sprache wieder das ist, was sie sein sollte: eine Klammer für eine (zunehmend) heterogene Gesellschaft.

Je mehr Betreuung, desto besser das Deutschniveau

Die Kenntnisse steigen in allen Kantonen, wenn die Kinder eine Spielgruppe oder eine Kita besuchen (in Punkten)



Der Schwellenwert für ausreichende Deutschkenntnisse liegt bei 21,5 Punkten

QUELLE: SPRACHSTAND-ERHEBUNG 2025 / UNIVERSITÄT BASEL

NZZ / sb.